

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 26/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Peinture)

route de Chalampé
BP 1403
68390 Sausheim

Références : 0006705659_2024-09-20_PSA(Peinture)_VIIC-suiv-echeance-AIR
Code AIOT : 0006705659

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2024 dans l'établissement PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Peinture) implanté route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le suivi des échéances de deux précédentes visites d'inspection qui avaient abouti à la constatation de non-conformités:

- visite d'inspection du 02/11/2022 concernant la thématique des rejets atmosphériques de l'atelier Peinture et qui avait abouti à la signature d'un Arrêté de Mise en Demeure en date du 24/06/2022 ;
- visite d'inspection du 31/05/2023 concernant la thématique des bilans massiques sur les rejets atmosphériques de l'atelier Peinture et qui avait abouti à deux points avec lettre de suite préfectorale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Peinture)
- route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim
- Code AIOT : 0006705659

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PSA PEUGEOT CITROËN SNC fabrique sur son site de Sausheim des véhicules automobiles. La capacité de production du site de Sausheim est de 1 100 véhicules par jour. Dans le cadre de cette activité, le site possède un atelier peinture visant une cadence de 60 véhicules peints par heure, avec environ 110 salariés, et une production pour l'année 2020 de 51201 véhicules peints.

Le procédé peinture consiste aujourd'hui aux étapes suivantes :

- passage dans un traitement de surface puis une cataphorèse pour les pièces à peindre,
- passage en étuve des caisses,
- application d'étanchéité sur une ligne (étanchéité 1),
- application par pistolets robotisés de bases et vernis (deux lignes laque n°1 et 2),
- passage en étuve des caisses,
- finition/contrôle.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Valeurs limites en NOx et CO des rejets atmosphériques (concentration)	AP Complémentaire du 30/03/2023, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Programme de Surveillance NOx et CO	AP de Mise en Demeure du 24/06/2022, article 2	Levée de mise en demeure
2	Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance	AP de Mise en Demeure du 24/06/2022, article 3	Levée de mise en demeure
3	Actions correctives en cas de dépassement VLE récurrent	AP de Mise en Demeure du 24/06/2022, article 4	Levée de mise en demeure
5	Contrôle des Rejets - Bilan massique Peinture	AP Complémentaire du 30/03/2023, article 8	Levée de mise en demeure
6	VLE - Valeur limite de flux total COV Totaux	AP Complémentaire du 30/03/2023, article 7	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des éléments présentés par l'exploitant, l'Inspection a constaté une non-conformité relative au respect des Valeurs Limites de Rejets atmosphériques pour les paramètres CO, pour la ligne de Laque A depuis la mise en demeure du 24 juin 2022.

Cette non-conformité fera l'objet d'une nouvelle mise en demeure car l'article 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/06/2022 n'est plus applicable en l'état car l'article auquel il se rapporte a été modifié par l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30/03/2023. Par conséquent, le point de contrôle n°4 relatifs aux Valeurs Limites de rejets atmosphériques repose sur l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30/03/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Programme de Surveillance NOx et CO

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/06/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des Rejets
Prescription contrôlée : Avant le 15 Juillet 2022, l'exploitant respecte les prescriptions de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral n° 2014023-0012 du 23 janvier 2014 : « Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement [...] »
Constats : Préalablement au contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 06/09/2024 des éléments concernant l'adaptation de son programme d'autosurveillance de l'atelier Peinture suite à la réception de l'APMD du 24/06/2022. Dans ce courriel, l'exploitant indique qu'entre novembre 2022 et juillet 2023, 10 campagnes de mesures en complément de la campagne annuelle ont été réalisées afin de déterminer les paramètres nécessaires pour améliorer les rejets AIR et obtenir un retour à la conformité. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un document sous forme de tableau et de graphiques pour présenter les résultats de ces campagnes (réf: Mesures et réglages Oxydateur Laque 23/01/2023) qui a ensuite été transmis par courriel à l'Inspection en date du 23/09/2024. L'exploitant a réalisé des mesures de CO, COV aval/amont, et NOx pendant des périodes de 90 min en suivant et en modifiant plusieurs paramètres: ouverture vanne gaz, nombre de voitures, consigne de température et ce pour les deux lignes de laques de l'atelier Peinture (Laque A et Laque B) comportant chacune deux cheminées. Exemple de la ligne de Laque A, cheminée 1: <ul style="list-style-type: none">• Variation de l'ouverture de Gaz naturel de 19% à 24%• Passage de voitures sur la ligne: de 14 à 24 voitures• Consigne de température incinérateur: de 760°C à 775°C En réalisant ces modifications sur ces deux lignes de laques, l'exploitant a constaté que les paramètres à appliquer pour respecter les concentrations en sortie sont: <ul style="list-style-type: none">• une augmentation de la consigne de température à 778°C• un passage de véhicules suffisant de 20 minimum Concernant le programme de surveillance, l'exploitant l'a adapté en fonction des dépassements constatés pendant un laps de temps de 8 mois. Après la période de tests qui s'est déroulée au mois de juillet 2023, l'exploitant a modifié à nouveau le programme de surveillance avec un retour aux fréquences et nature des paramètres de contrôle avant dépassement. Ces constats n'appellent pas de remarques de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/06/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance AIR

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant le 15 Juillet 2022, l'exploitant respecte les prescriptions de l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral n° 2014023-0012 du 23 janvier 2014 :</p> <p>« L'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au titre III, du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier, cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées à l'article 3.2 et 6.5, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.</p> <p>Ce rapport est adressé avant le 15 du mois qui suit chacun des 4 trimestres de l'année (15 janvier, 15 avril, 15 juillet, 15 octobre) à l'inspection des installations classées.»</p> <p>Arrêté préfectoral complémentaire du 30/03/2023 qui modifie notamment l'article 4.2 du 23/01/2014 :</p> <p>Modification de la périodicité du rapport de synthèse:</p> <p>"[...]</p> <p>Ce rapport est adressé avant le 31 du mois qui suit chacun des 2 semestres de l'année (31 janvier, 31 juillet,) à l'inspection des installations classées."</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement au contrôle, l'Inspection a examiné dans la documentation réceptionnée et transmise annuellement par l'exploitant si les rapports de synthèse ont bien été transmis pour le dernier semestre 2023 et le premier semestre 2024.</p> <p>Concernant le dernier semestre 2023, le document réceptionné par l'Inspection est le suivant : Surveillance rejets atmosphériques datée du 24/01/2024.</p> <p>Ce document détaille le planning de mesures, les résultats obtenus et les écarts réglementaires concernant les rejets atmosphériques de l'ensemble des ateliers du site STELLANTIS de Sausheim. De plus, il reprend l'ensemble de l'historique depuis 2015.</p> <p>Concernant le premier semestre 2024, le document réceptionné par l'Inspection est le suivant : Surveillance rejets atmosphériques datée du 02/05/2024.</p> <p>On retrouve les mêmes informations que pour le dernier semestre 2023.</p> <p>Concernant la date du document, l'exploitant a rencontré des difficultés concernant les mesures atmosphériques du premier semestre (faible production suite à des difficultés d'approvisionnement de pièces) et a dû reporter la campagne de mesures (prévue en novembre 2024).</p> <p>Cependant, la campagne du 2ème semestre a bien eu lieu en septembre 2024 et l'ensemble des données sera reporté sur le document de synthèse du deuxième semestre selon l'exploitant.</p> <p>Les constats réalisés n'appellent pas de remarques de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : Actions correctives en cas de dépassement VLE récurrent

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/06/2022, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant le 15 Juillet 2022, l'exploitant respecte les prescriptions de l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral n° 2014023-0012 du 23 janvier 2014 :</p> <p>« L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du titre III, notamment</p>

celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. »

Constats :

En date du 10/11/2021 et à la suite du contrôle du 02/11/2021, l'exploitant a transmis par courriel un plan d'actions avec des points à court terme et à long terme.

Concernant le point à court terme, il concerne essentiellement des réglages des débits d'air entrant et sortant en les augmentant pour diminuer le temps de séjour qui favorise la création de NOx tout en réduisant la température d'oxydation pour obtenir le meilleur compromis débit/température/consommation énergétique/rejets.

Sur les lignes de Laque A et B, ces éléments ont été réalisés et détaillés dans les constats du point de contrôle n°1, notamment avec les réglages de consignes de température.

Concernant l'oxydateur de l'étuve de cataphorèse, l'exploitant a indiqué dans son courrier du 21/07/2023 que le projet de transformation de l'oxydateur en installation de combustion (ce point faisait partie des actions à long terme) sera réalisé conformément aux éléments décrits dans le dossier d'informations transmis le 17/06/2022 (réf: PEI/EEI/2022.03/TD/CG) et aux partages réalisés dans le cadre de la mise à jour de l'APC Peinture (signé le 30/03/2023).

Lors de la visite, l'Inspection a constaté sur le terrain que les modifications étaient effectives.

Ces actions ont permis un retour à la conformité des mesures lors de la campagne du premier semestre 2023 pour les lignes de laque A et B (l'exploitant avait transmis le rapport de mesures dans son courrier du 21/07/2023 - réf: T230000990-A4-V2 du 14/06/2023) et pour l'oxydateur de l'étuve de cataphorèse, cet équipement ne fait plus partie du programme de surveillance selon l'Arrêté Préfectoral Complémentaire Peinture du 30/03/2023.

Ces constats n'appellent pas de remarques de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Valeurs limites en NOx et CO des rejets atmosphériques (concentration)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/03/2023, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE

Prescription contrôlée :

- **Avant le 15 Avril 2023, l'exploitant respecte les prescriptions de l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral n° 2014023-0012 du 23 janvier 2014 :**

« Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution.

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normales de température et de pression (273 Kelvins et 101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations sont rapportées aux mêmes conditions normales.

Les valeurs en concentration s'appliquent à chacun des émissaires rejetant le même polluant, les valeurs en flux s'appliquent à la somme des émissaires rejetant le même polluant.[...]

[...]

La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation.

En outre, l'exploitant s'assurera du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessous pour les oxydes d'azote (NOx), le monoxyde de carbone (CO) [...] à la sortie de l'unité de traitement:

- NOx (en équivalent NO2) : 100 mg/m3 ;[...]

- CO : 100 mg/m³. »

Cependant, l'article 5 de l'APMD du 24/06/2022 n'est plus applicable en l'état car l'article 6.4 de l'AP du 23/01/2014 a été modifié par l'article 7 de l'APC du 30/03/2023:

"[...]"

En outre, l'exploitant respecte et s'assure du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessous pour les oxydes d'azote (NOx), le méthane (CH₄) et le monoxyde de carbone (CO) à la sortie de l'unité de traitement:

- NOx (en équivalent NO₂) : 130 mg/Nm³ ;
- CH₄ : 50 mg/Nm³ ;
- CO : 150 mg/Nm³

"[...]"

Constats :

Concernant le respect des valeurs de concentration, l'étuve de la cataphorèse (cheminées 5 et 6) ne fait plus partie du programme de surveillance et ne comporte plus de valeurs limites suite aux modifications apportées par l'exploitant (transformation de l'oxydateur en générateur de chaleur) et selon l'article 7 de l'APC Peinture du 30/03/2023.

Par conséquent, sur ce point de contrôle, l'Inspection s'est focalisée sur les lignes de Laque A et B et donc sur les rejets des cheminées 16, 17, 19 et 20.

Après examen des rapports de mesures des semestres 2022 (rapport 2276474-F du 25/11/2022) et 2023 (rapport T230000990-A9 du 21/11/2023), voici les constats effectués:

- Laque 1, cheminée 1: NC CO en 2022 et 2023; C en NOX en 2022 et 2023
- Laque 1, cheminée 2: NC CO en 2022 et 2023; C en NOX en 2022 et 2023
- Laque 2, cheminée 1: NC CO en 2022 mais C en 2023; C en NOX en 2022 et 2023
- Laque 2, cheminée 2: NC CO en 2022 mais C en 2023; C en NOX en 2022 et 2023

Par conséquent, les rejets de la ligne de Laque 2/B sont conformes pour les paramètres NOx et CO depuis la dernière campagne de 2023.

Les rapports de la campagne du deuxième semestre 2024 n'ont pas encore été réceptionnés (mesures lors de la 3ème semaine de septembre) et il n'a pas été fait de mesures lors du 1er semestre 2024 (déplacement suite à des problèmes de production - campagne en novembre 2024).

Cependant, les rejets de la ligne de Laque 1/A sont non conformes pour le paramètre CO depuis la dernière campagne de 2023.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il a mis un plan d'actions en place afin de comprendre l'origine de cette non-conformité.

En effet, les rejets de cette installation étaient conformes lors de la campagne du 1er semestre 2023 (voir constat point de contrôle n°3).

L'exploitant a notamment présenté un arbre des causes (méthode des 5 pourquoi pour la ligne de Laque A) afin de déterminer l'origine de cette non-conformité.

Des actions de maintenance ont été réalisées lors de l'arrêt estival 2024 de l'installation et une consigne de température sur l'entrée d'air a été modifiée suite à une erreur constatée (125°C au lieu de 120°C).

L'exploitant indique que pour vérifier l'efficacité des actions, une campagne de mesures sur la ligne de Laque A va être menée d'ici Octobre 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Contrôle des Rejets - Bilan massique Peinture

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/03/2023, article 8				
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques - Bilan massique				
Prescription contrôlée : <p>Concernant les rejets en COV des installations liées à l'activité d'application de revêtement sur véhicules, la vérification du respect de la valeur limite en flux spécifique doit faire l'objet, par l'industriel, d'une autosurveillance des rejets par mesure et bilan matière mensuel prenant en compte à minima:</p> <ul style="list-style-type: none">- les quantités et teneurs en solvants de tous les produits consommés (bains de cataphorèse, mastics, produits d'étanchéité, apprêts, laques, produits de protection, ...), y compris les solvants utilisés par exemple comme agents de dilution ou de nettoyage,- les quantités de solvants sous forme de déchets ou de produits de récupération et destinés à l'élimination ou au recyclage en dehors des usines,- les quantités de solvants éliminés dans l'atmosphère.- la nature et quantité employées de solvants à phrases de risques spécifiques ou appartenant à l'annexe III de l'arrêté ministériel susvisé du 2 février 1998. <p>L'inspection des installations classées devra disposer des résultats correspondants, rapportés au nombre de véhicules fabriqués et de m² revêtus, dans les délais prévus par l'article 4.2 du présent arrêté.</p>				
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection du 31/05/2023 concernant la thématique des bilans massiques sur les rejets atmosphériques de l'atelier Peinture, il avait été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none">- le bilan massique ne reprenait pas les taux de solvants réels,- le facteur de correction pour les quantités de solvants détruits par l'oxydateur n'était pas revu annuellement,- que l'exploitant ne prenait pas en compte dans son bilan massique les solvants à phrases de risques spécifiques ou appartenant à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998. <p>Ces constats ont conduit à demander à l'exploitant par LP du 29/06/2023 de montrer un retour à la conformité aux prescriptions de l'article 8 de l'AP du 30/03/2023 sous 3 mois.....</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un document détaillant l'ensemble des bilans massiques mensuels pour l'année 2023.</p> <p>Sur ce document, l'exploitant présente les résultats des mois de septembre, octobre, novembre et décembre 2023.</p> <p>Sur ces 4 mois, l'exploitant a réalisé deux bilans massiques:</p> <ul style="list-style-type: none">• un bilan massique avec son ancienne méthode, c'est à dire reprendre le taux de solvant des produits lors de la dernière livraison de 2022 et l'appliquer sur toute l'année 2023,• un bilan massique reprenant la méthode demandée par l'Inspection soit reprendre le taux de solvants de chaque produit lors de chaque livraison de produits. <p>En réalisant ces deux bilans, l'exploitant a fait un comparatif et il a montré que sa méthodologie était défavorable car elle augmentait le poids de solvant de son installation. Voici le détail pour chaque mois :</p>				
2023	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Ancien bilan (gr/m ²)	17.7	19.5	15.1	19
Bilan ajusté (gr/m ²)	17.5	19.1	14.7	18.2
Variation (%)	1.1%	2.1%	2.7%	4.4%
Malgré ce constat et les faibles variations, l'Inspection indique à l'exploitant que ce qui est vrai				

pour cette période ne peut pas être vrai pour chaque livraison.
Cependant, l'exploitant indique que cette méthode est fastidieuse et que les variations du taux de solvant sur les produits chimiques est faible.
De plus, l'impact est faible sur la valeur limite d'émissions totales notifiée dans l'article 7 de l'APC du 30/03/2023:

Exemple de la base Gris platinum PPG pour le mois de novembre 2023 :

Taux de solvant de 19.41% à 22.1% et impact de 0.001 kg/voiture pour le taux d'émissions totales

Concernant le facteur de correction, l'exploitant a indiqué sur son document de suivi des bilans massiques que ce facteur de correction est revu annuellement et non plus tous les trois ans.

Concernant la nature et les quantités de solvants à phrases de risques, dans son courriel du 06/09/2024, l'exploitant indique que le seul produit à phrases de risque relevé est le formaldéhyde qui a été repris dans l'autosurveillance des rejets atmosphériques de l'atelier Peinture.

Ces constats n'appellent pas de remarques de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : VLE - Valeur limite de flux total COV Totaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/03/2023, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, VLE - Flux COVT

Prescription contrôlée :

« Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution. Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normales de température et de pression (273 Kelvins et 101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations sont rapportées aux mêmes conditions normales. Les valeurs en concentration s'appliquent à chacun des émissaires rejetant le même polluant, les valeurs en flux s'appliquent à la somme des émissaires rejetant le même polluant.

Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.

Nature de l'installation	Émissaire associé	Référence émissaire exploitant	Paramètres	Concentration (mg/Nm3)	Flux
--------------------------	-------------------	--------------------------------	------------	------------------------	------

Cataphorèse - 4 émissaires	Etuve de séchage/générateur de chaleur - Aval cheminée 1	5*	/	/	/
	Etuve de séchage/générateur de chaleur - Aval cheminée 2	6*	/	/	/
	Refroidisseur	7	COV totaux et Poussières	- Pour les COV totaux: La valeur limite d'émissions totales, exprimées en gramme de solvant par mètre carré de surface revêtue et en kilogramme de solvant émis par carrosserie d'automobile revêtue, est de 35g/m ² ou 1 kg de solvant par véhicule + 26 g/m ² . - la teneur en poussières de l'air rejeté à l'atmosphère n'exède pas 5mg/Nm ³ .	/
	Extraction sas Cataphorèse/étuve	8			
Lignes d'application laques / vernis (2 lignes ; 14 émissaires en tout)	Extraction base 1 - Laque 1	9			
	Extraction base 1 - Laque 2	10			
	Extraction base 2 - Laque 1	11			
	Extraction base 2 - Laque 2	12			
	Extraction vernis - Laque 1	13			
	Extraction vernis - Laque 2	14			
	Extraction étuve séchage incinérateur - Aval laque 1 (cheminée 1)	16			
	Extraction étuve séchage incinérateur - Aval laque 1 (cheminée 2)	17			
	Extraction étuve séchage incinérateur - Aval laque 2 (cheminée 1)	19			
	Extraction étuve séchage incinérateur - Aval laque 2 (cheminée 2)	20			
	Extraction refroidisseur de l'étuve de séchage - Laque 1	21			
	Extraction refroidisseur de l'étuve de séchage - Laque 2	22			
	Extraction convection - laque 1	23			
	Extraction convection - laque 2	24			

[...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 31/05/2023 concernant la thématique des bilans massiques sur les rejets atmosphériques de l'atelier Peinture, il avait été constaté que l'Inspection n'est pas capable de statuer sur la conformité des émissions compte tenu des nombreuses incertitudes et non-conformités relevées sur le bilan massique des installations ce qui a conduit à demander à l'exploitant par LP du 29/06/2023 de reprendre son bilan massique sous 3 mois afin de pouvoir statuer sur la conformité des valeurs limites d'émissions totales des installations de l'atelier Peinture.

En reprenant les bilans massiques ajustés pour la période de septembre à décembre 2023 dans le document transmis par l'exploitant (réf: Bilan_COV_2023) , voici les résultats pour la valeur d'émissions totales :

- Septembre: 17.5 g/m²
- Octobre: 19.1 g/m²
- Novembre: 14.7 g/m²
- Décembre: 18.2 g/m²

En complément, voici les résultats pour la valeur limite d'émissions totales en utilisant les bilans "ancienne méthode":

- Septembre: 17.8 g/m² soit 0.3 g/m²
- Octobre: 19.5 g/m² soit 0.4 g/m²
- Novembre: 15.1 g/m² soit 0.4 g/m²
- Décembre: 19.0 g/m² soit 0.8 g/m²

De plus, que ce soit dans un cas ou dans l'autre, la VLE (Valeur Limite d'Émissions) est respectée:

- Valeur APC: 35 g/m²
- Valeur MTD du BREF STS : 25 g/m²

Par conséquent, les constats effectués dans les points de contrôle N°6 et N°7 de la présente visite d'inspection concernant la réalisation d'un bilan massique et le respect des valeurs limites

d'émissions totales des installations inspectées n'appellent pas de remarques pour les points de contrôle N°6 et N°7.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure